

T2

UNI-SÉLECT
FAITES-EN PARTIE.



**RAPPORT INTERMÉDIAIRE DE GESTION
DEUXIÈME TRIMESTRE 2013**



SOMMAIRE

La Société a complété la révision formelle de ses options stratégiques entamées en avril 2013 afin de créer davantage de valeur pour ses actionnaires. Le Conseil d'administration a adopté un plan d'action stratégique et opérationnel interne (« le Plan d'action »), principalement axé sur ses activités automobiles aux États-Unis, qui se veut complémentaire au plan initial d'optimisation du réseau de distribution annoncé en août 2012. À cet effet, la Société a enregistré, au cours du trimestre, des frais de restructuration, radiation d'actifs et autres de 35,2 millions de dollars, relatifs à la fermeture et à la consolidation d'établissements.

- **Uni-Sélect a réalisé une croissance organique de 1,2 %, provenant principalement d'une croissance organique de 2,7 % des opérations américaines.** Malgré cette croissance organique, les ventes consolidées ont diminué de 0,1 %, en raison d'une baisse de 1,6 % en lien avec les fermetures d'établissements.
- **Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 29,3 millions de dollars, comparativement à 31,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2012.** Cette diminution est principalement attribuable à une stratégie de prix compétitifs ainsi qu'à un changement défavorable de proportion dans les canaux de distribution, en partie compensée par les économies découlant du Plan d'action réalisées au cours du trimestre.
- **La perte nette du trimestre a été de 9,3 millions de dollars, incluant des frais de restructuration, radiation d'actifs et autres de 23,9 millions de dollars (35,2 millions de dollars avant les taxes), comparativement à un résultat net de 14,9 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2012.**
- **L'endettement total net a diminué de 24,9 millions de dollars comparativement au 31 décembre 2012, grâce aux flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles.**
- **Les flux de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles se sont établis à 39,4 millions de dollars, comparativement à 32,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2012.**

TABLE DES MATIÈRES

- | | |
|---|--|
| ▪ Faits saillants du trimestre | ▪ Mesures financières autres que les IFRS |
| ▪ Commentaires préalables au Rapport de gestion | ▪ Données sur le taux de change |
| ▪ Profil et description | ▪ Efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière |
| ▪ Analyse des résultats consolidés | ▪ Perspectives |
| ▪ Flux de trésorerie et sources de financement | ▪ États financiers intérimaires consolidés |
| ▪ Situation financière | |
| ▪ Opérations entre parties liées | |
| ▪ Gestion des risques | |
| ▪ Méthodes comptables | |

Siège Social
170, boul. Industriel
Boucherville, Québec
J4B 2X3
Tél. : (450) 641-2440
Fax : (450) 449-4908
uniselect.com

Inscription boursière
Symbole : UNS, Bourse de Toronto

Relations avec les investisseurs
Karine Vachon, directrice, relations avec les investisseurs
et communications
Tél : (450) 641-6972
Courriel : Investisseurs@uniselect.com

FAITS SAILLANTS DU TRIMESTRE

(en milliers de \$US, sauf les montants par action et les pourcentages)

RÉSULTATS D'EXPLOITATION	Trimestre terminé le			Période de six mois terminée les		
	30 juin 2013	30 juin 2012 ⁽³⁾	%	30 juin 2013	30 juin 2012 ⁽³⁾	%
Ventes	476 176	476 748	(0,1)	897 996	922 008	(2,6)
BAIIA ajusté ^{(1) (2)}	29 320	31 221	(6,1)	46 631	57 823	(19,4)
Marge du BAIIA ajusté	6,2 %	6,5 %		5,2 %	6,3 %	
BAIIA ⁽¹⁾	27 786	29 524	(5,9)	43 714	53 432	(18,2)
Frais de restructuration, radiation d'actifs et autres	35 180	-	-	35 180	-	-
Résultat ajusté ⁽²⁾	15 561	15 999	(2,7)	22 556	28 809	(21,7)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(9 295)	14 936	-	(3 151)	26 017	-
Flux de trésorerie disponibles	24 226	20 920		30 514	35 303	

DONNÉES PAR ACTION ORDINAIRE

Résultat ajusté de base	0,72	0,74	(2,7)	1,05	1,33	(21,1)
Frais de restructuration, radiation d'actifs et autres	1,11	-	-	1,11	-	-
Résultat net de base	(0,43)	0,69	-	(0,15)	1,20	-
Dividende (\$CAN)	0,13	0,13	-	0,26	0,26	-
Nombre d'actions émises en fin de période (en milliers)	21 465	21 551		21 465	21 551	
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	21 465	21 637		21 482	21 636	
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation (en milliers)	21 465	22 877		21 482	22 876	

SITUATION FINANCIÈRE

	30 juin 2013	31 déc. 2012
Fonds de roulement	402 816	436 002
Actif total	1 248 452	1 239 945
Endettement total net	284 492	309 427
Total des capitaux propres	473 720	484 205
Rendement de l'avoir des actionnaires total moyen	7,6 %	8,8 %
Valeur comptable par action	22,07	22,47

- (1) Le BAIIA représente le résultat avant les postes suivants : charges financières, dotation aux amortissements, frais de restructuration, radiation d'actifs et autres, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, impôt sur le résultat et résultats attribuables aux participations sans contrôles. (Pour plus de détails à cet effet, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS »)
- (2) Le BAIIA et le résultat net ont été ajustés des frais que le Société juge non caractéristiques et non représentatifs des opérations régulières. Ces frais sont donc ajoutés afin de donner des mesures comparables. (Pour plus de détails à cet effet, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)
- (3) Les valeurs de 2012 ont été redressées pour tenir compte du changement de normes comptables selon IFRS 11 - « Coentreprises » et selon l'amendement à l'IAS 19 - « Avantages du personnel »

COMMENTAIRES PRÉALABLES AU RAPPORT DE GESTION

Portée du Rapport de gestion

Ce rapport de gestion porte sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour le trimestre et la période de six mois terminés le 30 juin 2013 en comparaison avec le trimestre et la période de six mois terminés le 30 juin 2012 et sur la situation financière au 30 juin en comparaison au 31 décembre 2012 et devrait être lu avec les États financiers consolidés et les notes complémentaires inclus dans le Rapport annuel 2012. Les renseignements contenus dans le présent Rapport de gestion tiennent compte de tout événement important survenu jusqu'au 31 juillet 2013, date de l'approbation des États financiers et du Rapport de gestion par le Conseil d'administration de la Société. Ils présentent la situation de l'entreprise et son contexte commercial tels qu'ils étaient, au meilleur de la connaissance de la Direction, au moment de la rédaction de ces lignes.

De l'information additionnelle sur Uni-Sélect, y compris les États financiers vérifiés et la notice annuelle de la Société, est disponible sur le site SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

Dans le présent Rapport de gestion, « Uni-Sélect » ou la « Société » désigne, selon le cas, Uni-Sélect Inc., ses filiales, divisions et coentreprises, ou l'une d'entre elles. De même, « Beck/Arnley » désigne Beck/Arnley® et « FinishMaster » désigne FinishMaster® ou FinishMaster, Inc., soit deux filiales détenues à 100 %.

À moins d'une indication contraire, toutes les données financières présentées dans ce Rapport de gestion sont exprimées en milliers de dollars américains, et les comparaisons se font par rapport à la période antérieure.

Les États financiers intermédiaires consolidés contenus dans le présent Rapport de gestion, ont été produits selon les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) et non pas fait l'objet d'un audit par l'auditeur indépendant de la Société.

Déclarations prospectives

Le Rapport de gestion a pour but d'aider l'investisseur à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que les risques et incertitudes liés à l'exploitation et à la situation financière de Uni-Sélect.

Certaines sections du présent Rapport de gestion concernant les objectifs, les projections, les estimations, les attentes ou les prédictions de la

Société présentent des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières.

Ces déclarations prospectives comportent des risques et incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations. Les principaux facteurs pouvant entraîner une différence significative entre les résultats réels de la Société et les projections ou attentes formulées dans les déclarations prospectives sont décrits à la rubrique « Gestion des risques » du Rapport annuel. En dehors de ces principaux facteurs, les résultats de la Société sont tributaires de l'effet de la concurrence, des habitudes d'achat des consommateurs, de l'évolution du parc automobile, de la conjoncture en général ainsi que de la capacité de financement de la Société.

Aucune assurance ne peut être donnée quant à la concrétisation des résultats, du rendement ou des réalisations tels que formulés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs. À moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Direction de Uni-Sélect n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou d'autres changements

PROFIL ET DESCRIPTION

Un joueur important du marché secondaire de l'automobile

Fondée en 1968, Uni-Sélect est un distributeur nord-américain de premier plan dans la distribution de pièces de remplacement, de peinture et de produits connexes via un réseau de distributeurs indépendants et de magasins corporatifs au Canada et aux États-Unis.

Leader au Canada, Uni-Sélect occupe le 6^e rang des distributeurs en Amérique du Nord et est également le plus important distributeur indépendant de peinture et de produits connexes par l'entremise de sa filiale FinishMaster.

Uni-Sélect fournit de nombreux services et produits essentiels à sa clientèle. Ainsi, elle offre un choix non seulement de pièces et d'équipement pour voitures domestiques mais aussi de pièces pour voitures importées, notamment les produits Beck/Arnley®, en plus d'outillage.

La Société sert trois clientèles : celle des grossistes indépendants et des comptes majeurs à qui elle fournit des pièces automobiles, des accessoires, de la peinture et des produits connexes par ses centres de distribution; celle des installateurs et des carrossiers à qui ses magasins corporatifs offrent les mêmes produits; et enfin celle des consommateurs.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers de \$US, sauf les pourcentages)	Deuxième trimestre			Période de six mois		
	2013	2012	%	2013	2012	%
Ventes						
États-Unis	339 530	337 361	0,6	655 118	672 397	(2,6)
Canada	136 646	139 387	(2,0)	242 878	249 611	(2,7)
	476 176	476 748	(0,1)	897 996	922 008	(2,6)
BAIIA	27 786	29 524	(5,9)	43 714	53 432	(18,2)
Marge du BAIIA	5,8 %	6,2 %		4,9 %	5,8 %	
Ajustements ⁽¹⁾	1 534	1 697		2 917	4,391	
BAIIA ajusté	29 320	31 221	(6,1)	46 631	57 823	(19,4)
Marge du BAIIA ajusté	6,2 %	6,5 %		5,2 %	6,3 %	

(1) Pour plus de détails, voir le tableau ci-après et la section « Mesures comptables autres que les IFRS ».

Le tableau suivant présente les différents ajustements servant au calcul du BAIIA ajusté.

TABLEAU DES AJUSTEMENTS

(en milliers de \$US)	Deuxième trimestre		Période de six mois	
	2013	2012	2013	2012
Frais liés au développement et au déploiement du progiciel de gestion intégré ⁽¹⁾	829	1 697	1 791	4 391
Frais liés à l'optimisation du réseau et à la fermeture et cession de magasins ⁽²⁾	705	-	1 127	-
Total des ajustements	1 534	1 697	2 917	4 391

(1) Comprend notamment les frais liés à la conversion des données, à la formation des employés et au déploiement dans les différents sites.

(2) Comprend notamment la résiliation des baux, la main-d'œuvre et les frais de transport nécessaires à la relocalisation des stocks et les radiations d'actifs.

Ventes

DEUXIÈME TRIMESTRE :

Les ventes ont diminué de 0,1 % comparativement au trimestre correspondant de 2012 malgré une croissance organique de 1,2 %.

La croissance organique est principalement attribuable aux opérations américaines qui ont connu une croissance organique de 2,7 %, alors que le Canada a enregistré une décroissance organique de 2,5 %.

La croissance organique aux États-Unis est attribuable aux programmes de ventes ainsi qu'à une meilleure exécution combinée à un taux de service opérationnel amélioré grâce à une plus grande stabilité du progiciel de gestion intégré. Les fermetures de magasins en lien avec le Plan d'action représentent une diminution de 1,6 % des ventes.

PÉRIODE DE SIX MOIS :

Les ventes ont diminué de 2,6 % comparativement à la période correspondante de 2012 en raison des facteurs suivants :

- La fermeture d'établissements prévue au Plan d'action représentant une baisse de 1,6 %;
- 2 journées de facturation en moins aux États-Unis ainsi qu'une journée en moins au Canada, ce qui représente une baisse de 0,8 %; et
- Une décroissance organique de 1,3 % au Canada en partie compensée par une croissance organique de 0,2 % aux États-Unis résultant en une décroissance organique globale de 0,2 %.

Les ventes ont été affectées négativement, en début d'année, par plusieurs facteurs, notamment une demande plus faible des réparations saisonnières, reflétant les conditions économiques difficiles ainsi qu'un printemps tardif. Par ailleurs, en décembre 2012, la Société a subi des interruptions de ses opérations à la suite du déploiement du progiciel de gestion intégré, nuisant au service à la clientèle. Ces interruptions ont été résolues à la fin janvier. Depuis, nos activités en entrepôt se sont améliorées.

BAIIA ajusté

PREMIER TRIMESTRE :

La marge du BAIIA ajusté se chiffre à 6,2 % comparativement à 6,5 % pour le trimestre correspondant de 2012.

Cette diminution de la marge du BAIIA ajusté est principalement attribuable à des bénéfices bruts plus faibles en raison d'une stratégie de prix compétitifs ainsi que d'un changement défavorable de proportion dans les canaux de distribution.

Cette diminution a été en partie compensée par des économies découlant du Plan d'action qui ont commencé à se réaliser dont :

- La fermeture d'établissements qui n'étaient pas profitables; et
- La réduction des effectifs et des dépenses de livraison, tout en maintenant le même niveau de service.

Les dépenses d'opérations ont également été affectées par des coûts non prévus de maintenance informatique afin de stabiliser le progiciel de gestion intégré.

PÉRIODE DE SIX MOIS :

La diminution de la marge du BAIIA ajusté à 5,2 % comparativement à 6,0 % pour la période correspondante de 2012 s'explique par les mêmes facteurs que ceux cités dans le trimestre.

À ces facteurs s'ajoutent:

- Une diminution des ventes, alors que les dépenses n'ont pas pu être ajustées au même rythme; et
- Des protections de prix inférieures dont nous avons bénéficié au premier trimestre 2012.

ANALYSE DES AUTRES POSTES ET DONNÉES RELATIVES AUX RÉSULTATS CONSOLIDÉS

CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

(en milliers de \$US)	Deuxième trimestre		Période de six mois	
	2013	2012	2013	2012
Charges financières, montant net	4 029	4 865	8 098	9 982

DEUXIÈME TRIMESTRE :

La diminution des charges financières du trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2012 est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- La réduction des taux d'intérêts résultant de la terminaison de tranches de swap portant intérêts à taux plus élevés; et
- La réduction de l'endettement.

(Pour plus de détails à cet effet voir la note 5 aux États financiers intermédiaires consolidés.)

PÉRIODE DE SIX MOIS :

La diminution des charges financières de la période de six mois comparativement à la période correspondante de 2012 est attribuable aux mêmes facteurs que ceux cités dans le trimestre.

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

(en milliers de \$US)	Deuxième trimestre		Période de six mois	
	2013	2012	2013	2012
Dotation aux amortissements	6 771	7 078	14 315	13 104

DEUXIÈME TRIMESTRE :

La diminution de la dotation aux amortissements pour le trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2012 s'explique principalement par l'atteinte de la fin de vie utile de certaines immobilisations corporelles et incorporelles.

PÉRIODE DE SIX MOIS :

L'augmentation de la dotation aux amortissements de la période de six mois comparativement à la période correspondante de 2012 est attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles relatives au progiciel de gestion intégré, en partie compensée par l'atteinte de leur fin de vie utile de certaines immobilisations corporelles et incorporelles.

(Pour plus de détails sur la dotation aux amortissements voir la note 6 aux États financiers intermédiaires consolidés.)

FRAIS DE RESTRUCTURATION, RADIATION D'ACTIFS ET AUTRES

(en milliers de \$US)	Deuxième trimestre		Période de six mois	
	2013	2012	2013	2012
Frais de restructuration, radiation d'actifs et autres	35 180	-	35 180	-

Au cours du deuxième trimestre 2013, la Société a complété la révision formelle de ses options stratégiques axée sur ses activités automobiles aux États-Unis. Cet examen exhaustif a permis à la Direction de réviser certaines orientations stratégiques pour la Société afin de créer davantage de valeur pour ses actionnaires. Le Conseil d'administration de la Société a approuvé un plan stratégique et opérationnel interne (le « Plan d'action »), qui est complémentaire au plan de consolidation du réseau de distribution annoncé en 2012. Le Plan d'action, qui comprend la fermeture et la rationalisation de certains magasins et entrepôts, ainsi que l'ouverture de deux centres de distribution, devrait générer des économies de coûts estimées à 10,0 millions de dollars en 2013, 25,0 millions de dollars en 2014 et à des économies annuelles de 30,0 millions de dollars en 2015. L'implantation du Plan d'action, au coût total d'environ 45,0 millions de dollars, duquel 13,0 millions de dollars représentent des déboursés de fonds net des recouvrements d'impôts, devrait être complétée à la fin de l'exercice 2014.

Au cours du deuxième trimestre 2013, la Société a comptabilisé des frais de restructuration, radiation d'actifs et autres de 35,2 millions de dollars liés à la fermeture et à la consolidation de certains emplacements, qui incluent la liquidation de stocks excédentaires, les coûts de fermeture des emplacements, les indemnités de départ des employés, la comptabilisation des obligations futures liées à des baux, la dévaluation de certains actifs à leur valeur de réalisation nette ainsi que la radiation de certains logiciels qui ne seront plus utilisés dans ses opérations.

Le Plan d'action est complémentaire au plan d'optimisation du réseau lancé en août 2012 (rationalisation et consolidation du réseau de distribution). Les économies annuelles de 20 millions de dollars prévues dans le cadre du plan d'optimisation ont été réalisées. Toutefois, la réduction des dépenses provenant du plan d'optimisation du réseau a été en grande partie compensée par la baisse des ventes enregistrée au cours des trois derniers trimestres de même que par un changement défavorable de proportion dans les canaux de distribution. L'effet amoindri des résultats du plan d'optimisation initial a incité l'entreprise à mettre en place des initiatives additionnelles pour améliorer ses résultats.

Au 30 juin 2013, la provision pour les frais de restructuration, radiation d'actifs et autres s'élève à 18,2 millions de dollars et est présentée à titre de passif courant dans l'état de la situation financière consolidée de la Société.

(Pour plus de détails à cet effet, voir la note 7 aux États financiers intermédiaires consolidés.)

QUOTE-PART DU RÉSULTAT DES ENTREPRISES COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

(en milliers de \$US)	Deuxième trimestre		Période de six mois	
	2013	2012	2013	2012
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	949	606	1 507	1 260

Depuis le 1^{er} janvier 2013, la Société applique la norme IFRS 11 « Coentreprises » et ce, de façon rétrospective. Selon la méthode de mise en équivalence, la quote-part de la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises est maintenant présentée distinctement dans l'état de la situation financière consolidée, l'état des résultats consolidés et l'état du résultat global consolidé.

(Pour plus de détails à cet effet, voir les notes 3 et 4 aux États financiers intermédiaires consolidés.)

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

(en milliers de \$US)	Deuxième trimestre		Période de six mois	
	2013	2012	2013	2012
Impôts sur le résultat	(7 950)	3 251	(9 221)	5 680

DEUXIÈME TRIMESTRE :

La récupération d'impôts sur le résultat au cours du trimestre s'explique par les frais de restructuration, radiation d'actifs et autres.

La variation du taux d'impôts, excluant les frais de restructuration, radiation d'actifs et autres, s'explique principalement par un changement dans la pondération géographique des résultats de la Société, comparativement au trimestre correspondant de 2012.

(Pour plus de détails sur le taux d'impôt, voir la note 9 aux États financiers intermédiaires consolidés.)

PÉRIODE DE SIX MOIS :

La variation des impôts sur le résultat de la période de six mois comparativement à la période correspondante de 2012 est également attribuable à un changement dans la pondération géographique des résultats de la Société.

RÉSULTAT ET RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente une conciliation du résultat ajusté et du résultat par action ajusté.

(en milliers de \$US, sauf les pourcentages et montants par actions)	Deuxième trimestre			Période de six mois		
	2013	2012	%	2013	2012	%
Résultat net attribuable aux actionnaires, tel que présenté	(9 295)	14 936	-	(3 151)	26 017	-
Frais de restructuration et autres, nets d'impôts	23 926	-		23 926	-	
Éléments non récurrents, nets d'impôts	930	1 063		1 781	2 792	
Résultat ajusté	15 561	15 999	(2,7)	22 556	28 809	(21,7)
Résultat net par action attribuable aux actionnaires, tel que présenté	(0,43)	0,69	-	(0,15)	1,20	-
Frais de restructuration et autres, nets d'impôts	1,11	-		1,11	-	
Éléments non récurrents, nets d'impôts	0,04	0,05		0,08	0,13	
Résultat par action ajusté	0,72	0,74	(2,7)	1,05	1,33	(21,1)
Effet dilutif des débetures convertibles et des options	-	(0,01)		-	(0,01)	
Résultat par action ajusté dilué	0,72	0,73	(1,4)	1,05	1,32	(20,5)

RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS

La Société réalise des profits dans chacun des trimestres, mais historiquement, les deuxième et troisième trimestres génèrent plus de ventes que les premier et quatrième. Il convient toutefois de noter que le troisième trimestre de 2012 ainsi que le deuxième de 2013 ont été négativement affectés par des frais de restructuration, radiation d'actifs et autres, respectivement de 18 458 \$ (11 543 \$ nets d'impôts) et 35 180 \$ (23 926 \$ net d'impôts), réduisant le résultat net.

Le tableau suivant résume les principales informations financières tirées des États financiers intermédiaires consolidés pour chacun des huit derniers trimestres.

(en milliers de \$US, sauf les montants par action et les pourcentages)	2013		2012 ⁽¹⁾				2011	
	2 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	4 ^e trimestre	3 ^e trimestre	2 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	4 ^e trimestre	3 ^e trimestre
Ventes								
États-Unis	339 530	315 588	298 499	330 095	337 361	335 036	313 169	322 901
Canada	136 646	106 232	119 741	127 248	139 387	110 224	123 481	149 590
	476 176	421 820	418 240	457 343	476 748	445 260	436 650	472 491
BAIIA ajusté	29 320	17 311	12 301	24 687	31 221	26 602	18 558	30 759
Marge du BAIIA ajusté	6,2 %	4,1 %	2,9 %	5,4 %	6,5 %	6,0 %	4,3 %	6,5 %
BAIIA	27 786	15 928	10 394	23 285	29 524	23 908	17 187	29 904
Frais de restructuration, radiation d'actifs et autres	35 180	-	-	18 458	-	-	301	-
Résultat ajusté	15 561	6 995	5 706	11 370	15 993	12 810	10 151	17 186
Résultat net attribuable aux actionnaires	(9 295)	6 144	4 497	(1 067)	14 931	11 081	9 089	16 633
Résultat ajusté de base par action	0,72	0,33	0,26	0,53	0,74	0,59	0,47	0,79
Résultat net de base par action	(0,43)	0,29	0,21	(0,05)	0,69	0,51	0,42	0,77
Résultat net dilué par action	(0,43)	0,29	0,21	(0,05)	0,68	0,51	0,42	0,75
Dividende versé par action (\$CAN)	0,13	0,13	0,13	0,13	0,13	0,13	0,12	0,12
Taux de change moyen des résultats	0,98	0,99	1,01	1,00	0,99	1,01	0,98	1,02

(1) Les valeurs de 2012 ont été redressées pour tenir compte du changement de normes comptables selon IFRS 11 - « Coentreprises » et selon l'amendement à l'IAS 19 - « Avantages du personnel »

LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DE FINANCEMENT

FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

(en milliers de \$US)	Deuxième trimestre		Période de six mois	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	39 398	32 130	49 954	35 014

DEUXIÈME TRIMESTRE :

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont généré 39,4 millions de dollars comparativement à 32,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2012. Pour le trimestre de 2013, la Société a bénéficié de façon plus importante de meilleurs termes de paiement, alors qu'en 2012, la Société avait procédé à la réduction planifiée des stocks dans le cadre d'un plan d'amélioration du fonds de roulement.

PÉRIODE DE SIX MOIS :

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont généré 50,0 millions de dollars comparativement à 35,0 millions de dollars pour la période correspondante de 2012. La variation s'explique par les mêmes éléments que ceux cités dans le trimestre.

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

(en milliers de \$US)	Deuxième trimestre		Période de six mois	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7 608)	(12 217)	(14 313)	(21 374)

DEUXIÈME TRIMESTRE :

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont requis 7,6 millions de dollars de comparativement à 12,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2012. La Société a investi principalement dans l'équipement informatique, le renouvellement de la flotte de véhicules ainsi que dans le développement du progiciel de gestion intégré. Comparativement au même trimestre de 2012, l'investissement dans le progiciel de gestion intégré diminue alors que la transition progresse.

PÉRIODE DE SIX MOIS :

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont requis 14,3 millions de dollars de comparativement à 21,4 millions de dollars pour la période correspondante de 2012. La variation s'explique par les mêmes éléments que ceux cités dans le trimestre.

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

(en milliers de \$US)	Deuxième trimestre		Période de six mois	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(31 802)	(20 586)	(35 680)	(14 562)

DEUXIÈME TRIMESTRE :

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont requis 31,8 millions de dollars de comparativement à 20,6 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2012. Les activités de financement sont presque exclusivement liées au paiement de dividendes et au remboursement de la dette nette. Les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles ont permis un remboursement plus important en 2013.

PÉRIODE DE SIX MOIS :

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont requis 35,7 millions de dollars de comparativement à 14,6 millions de dollars pour la période correspondante de 2012. La variation s'explique par les mêmes éléments que ceux cités dans le trimestre auxquels s'ajoute le rachat d'actions dans le cours normal des affaires.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

(en milliers de \$US)	Deuxième trimestre		Période de six mois	
	2013	2012	2013	2012
BAIIA	27 786	29 524	43 714	53 432
Intérêts payés	(2 805)	(4 596)	(7 732)	(10 713)
Impôts sur le résultat (payés) récupérés	1 919	715	1 187	(1 404)
Achat d'immobilisations corporelles	(2 056)	(4 388)	(6 508)	(5 667)
Autres éléments hors caisse	(618)	(335)	(147)	(345)
Flux de trésorerie disponibles	24 226	20 920	30 514	35 303

DEUXIÈME TRIMESTRE :

L'augmentation des flux de trésorerie disponibles provient principalement de la diminution des intérêts payés ainsi que de la réduction ponctuelle des acquisitions d'immobilisations corporelles, en partie compensée par la réduction du BAIIA.

PÉRIODE DE SIX MOIS :

La diminution des flux de trésorerie disponibles provient principalement de la réduction du BAIIA, en partie compensée par la réduction des intérêts payés.

SOURCES DE FINANCEMENT**FACILITÉ DE CRÉDIT**

Au cours du premier trimestre, la Société a amendé les termes de sa facilité de crédit et en a prolongé l'échéance d'une année, soit jusqu'au 7 janvier 2017. La limite de crédit a subséquemment été réduite à 400 000 \$. (Pour plus d'information sur la facilité de crédit, voir la note 12 aux États financiers intermédiaires consolidés.)

Au 30 juin 2013, un montant de 116 500 \$ est non utilisé (123 000 \$ au 31 décembre 2012).

PROGRAMME DE FINANCEMENT DES COMPTES FOURNISSEURS

La Société bénéficie d'un programme de financement de ses comptes fournisseurs. Selon ce programme, les institutions financières font des paiements accélérés escomptés aux fournisseurs, et la Société, de son côté, effectue le paiement complet à l'institution financière, en fonction des termes prolongés conclus avec les fournisseurs.

Au 30 juin 2013, ces ententes permettent à la Société de reporter 127 708 \$ (76 264 \$ au 31 décembre 2012) de déboursés pour lesquels les termes de paiements ont été prolongés. La limite autorisée avec les institutions financières est de 175 000 \$. Ces montants sont présentés dans les créditeurs et charges à payer à l'état de la situation financière consolidé. Ce programme est disponible à la demande et peut-être modifié par l'une ou l'autre des parties.

STRUCTURE DU CAPITAL

ENDETTEMENT

La Société cherche à maintenir les ratios suivants :

(en milliers de \$US, sauf les pourcentages)	Objectif	30 juin 2013	31 déc. 2012
Dette à long terme		284 570	309 549
Endettement total net		284 492	309 427
Total des capitaux propres (incluant les débetures convertibles)		520 664	533 304
<i>Ratio d'endettement total net sur le capital investi</i>	<i>Inférieur à 45 %</i>	35,3 %	36,7 %
<i>Ratio de la dette à long terme sur l'avoir des actionnaires total</i>	<i>Inférieur à 125 %</i>	54,7 %	58,0 %
<i>Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA</i>	<i>Maximum 3,50</i>	3,67	3,54

(Pour plus de détails sur la façon dont la Société calcul ces ratios, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

La Direction de la Société revoit continuellement les éléments de son fonds de roulement afin de diminuer le ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA à un niveau inférieur à 3,50.

Ces ratios ne représentent pas les calculs, ni les ratios exigés pour le respect des engagements bancaires, mais ceux que la Société juge pertinents de maintenir afin de s'assurer de la flexibilité de sa structure de capital. Toutefois, aux fins de conformité, la Société réévalue régulièrement les exigences de son crédit bancaire afin de s'assurer qu'elles soient respectées. Au 30 juin 2013, la Société rencontre toutes les exigences requises.

Les *ratios d'endettement total net sur le capital investi* et de *la dette à long terme sur l'avoir des actionnaires total* se sont améliorés en raison de la réduction de la dette.

L'augmentation du *ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA* est attribuable à la réduction du BAIIA, en partie compensée par une réduction de la dette. Le ratio de 2012 a été redressé pour tenir compte des changements de normes comptables selon IFRS 11 - « Coentreprises » et selon l'amendement à l'IAS 19 - « Avantages du personnel ».

CAPITAUX PROPRES

Selon sa politique de gestion du capital, la Société cherche à atteindre les rendements suivants :

- Un rendement ajusté de l'avoir des actionnaires total moyen de 9 % supérieur au taux d'intérêt sans risque;
- Un dividende correspondant à environ 20 % du résultat net récurrent de l'année précédente.

Rendement sur l'avoir des actionnaires total moyen

Le rendement ajusté de l'avoir des actionnaires total moyen de 2013 s'est chiffré à 7,6 % comparativement à 8,8 % pour l'exercice 2012. Cette diminution du rendement est essentiellement attribuable à la diminution du résultat net de la Société.

Dividendes

Le 1^{er} mai 2013, la Société a déclaré le second dividende trimestriel en 2013 de 0,13 \$CAN par action qui sera versé le 19 juillet 2013 aux actionnaires inscrits en date du 30 juin 2013. La Société maintient présentement les dividendes de 2013 au même niveau que 2012.

Le 31 juillet 2013, la Société a déclaré le troisième dividende trimestriel en 2013 de 0,13 \$CAN par action qui sera versé le 22 octobre 2013 aux actionnaires inscrits en date du 30 septembre 2013.

Rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires pour les administrateurs, les employés cadres et les membres de la Direction réglé en instruments de capitaux propres et des régimes réglés en trésorerie incluant un régime d'unités d'actions différées ainsi qu'un régime d'unités d'actions lié à la performance.

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2013, 298 338 options ont été octroyées aux employés cadres et aux membres de la Direction de la Société au prix de levée de 22,90 \$CAN. Des charges de rémunération de 521 \$ et 835 \$ (9 \$ et 19 \$ en 2012) ont été comptabilisées pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2013 relatif aux 358 338 options en circulation sous le régime d'options d'achat d'actions de la Société au 30 juin 2013.

Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2013, la Société a formellement adopté son régime d'unités d'actions différées (le « Régime UAD ») sous lequel elle a octroyé 20 565 unités d'actions différées (« UAD »). Des charges de rémunération de 170 \$ et 370 \$ ont été comptabilisées pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2013, relativement aux 30 669 UAD en circulation au 30 juin 2013.

Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2013, la Société a adopté un régime d'unités d'actions lié à la performance (le « Régime UAP ») dans le cadre de son Régime de rémunération à long terme actuel. Durant les six premiers mois de l'exercice 2013, la Société a octroyé 108 877 UAP et des charges de rémunération de 185 \$ et 363 \$ ont été comptabilisées durant les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2013. *(Pour plus d'information à ce sujet, voir la note 14 aux États financiers intermédiaires consolidés.)*

Programme de rachat d'actions

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2013, la Société a racheté 86 100 actions ordinaires (500 en 2012) pour une contrepartie en espèces de 1 962 \$ (13 \$ en 2012) incluant une prime au rachat d'actions de 1 565 \$ (10 \$ en 2012) appliquée en réduction des résultats non distribués.

Renseignements sur le capital-actions

En date du 30 juin 2013, à la suite de ces transactions, la Société a en circulation 21 465 070 actions (21 551 170 au 31 décembre 2012).

SITUATION FINANCIÈRE

Les différents postes de l'état de la situation financière consolidée peuvent varier de façon significative en raison des acquisitions d'entreprises et de la variation du taux de change.

Au cours du trimestre, aucune acquisition majeure n'a eu lieu pouvant affecter de façon significative la situation financière par rapport au 31 décembre 2012. De plus, le taux de change est demeuré relativement stable par rapport à cette même période l'an passé. Par conséquent, peu de variations importantes sont à signaler au niveau de la situation financière relativement à ces facteurs.

Le tableau suivant présente une analyse des principaux postes qui ont varié à l'état de la situation financière consolidée.

(en milliers de \$US)	30 juin 2013	31 déc. 2012	Impacts			Écarts nets	Explication des écarts nets
			Restructu- ration	Acquisitions ou cessions d'entreprises	Taux de change		
Débiteurs et autres recevables	229 386	203 186	(2 176)	132	(3 029)	31 273	Principalement lié à la saisonnalité.
Stocks	515 757	528 634	(10 422)	1 045	(4 678)	1 178	Principalement dû à la saisonnalité, en partie compensé par une gestion serrée des stocks et à la réduction des achats spéciaux faits en fin d'année.
Créditeurs et charges à payer	(350 498)	(319 104)	-	(45)	4 275	(45 624)	Dû à de meilleurs termes de paiement.
Autres éléments du fonds de roulement	12 833	32 237	(16 817)	8	134	(2 729)	
Fonds de roulement excluant la trésorerie, et la portion court terme de la dette à long terme	407 478	454 953	(29 415)	1 140	(3 298)	(15 902)	
Immobilisations incorporelles	145 086	153 572	(3 500)	135	(1 004)	(4 117)	L'amortissement a été supérieur aux acquisitions et au développement.
Dettes à long terme (incluant la portion court terme)	284 570	309 549	-	(1 401)	83	(26 379)	Le remboursement a été possible grâce aux flux monétaires générés par les activités opérationnelles.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a encouru des dépenses de loyer de 842 \$ (891 \$ pour 2012) et de 1 731 \$ (1 775 \$ pour 2013) pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2013 au profit de Clarit Realty, Ltd., une société contrôlée par une partie liée. Ces ententes de location ont été conclues dans le cours normal des activités de la Société et comportent des durées différentes de moins de cinq ans.

Les transactions avec les filiales sont éliminées dans les États financiers consolidés. Il n'y a eu aucun changement dans les pourcentage de détention des filiales importantes de la Société depuis le début de l'exercice 2013.

GESTION DES RISQUES

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques qui pourraient avoir un effet significatif sur ses activités commerciales, ses résultats d'exploitation, ses flux de trésorerie et sa situation financière. Uni-Sélect maintient à jour un système d'analyse et de contrôle des risques opérationnels, stratégiques et financiers afin de gérer de façon continue de nombreuses activités dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux mentionnés dans le Rapport annuel de 2012.

Aucun nouveau risque n'est survenu depuis le début de l'exercice 2013.

MÉTHODES COMPTABLES

NOUVELLE MÉTHODE COMPTABLE

Méthode de consolidation

Coentreprises

Les coentreprises sont des entreprises dont les activités sont contrôlées conjointement par la Société, aux termes d'un accord contractuel. Les États financiers consolidés comprennent les quotes-parts des actifs nets des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation, et sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date à laquelle la Société commence à exercer un contrôle conjoint jusqu'à la date à laquelle elle cesse d'exercer un contrôle conjoint. Les dividendes reçus des coentreprises sont comptabilisés en réduction du placement. Les quotes-parts du résultat net des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation sont comptabilisés dans la « quote-part du résultat des entreprises comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence » dans l'état des résultats consolidés.

Avantages du personnel à long terme

Les obligations au titre des avantages du personnel à long terme incluent les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les obligations au titre de la rémunération à base d'actions et les autres obligations relatives à la rémunération et aux avantages du personnel à long terme.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

Un régime à cotisations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel une entité verse des cotisations définies à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de verser des cotisations supplémentaires. La Société verse des cotisations à plusieurs régimes d'avantages qui sont considérés comme des régimes à cotisations définies. Les cotisations versées à ces régimes sont comptabilisées en charge dans les périodes au cours desquelles les services sont rendus par les membres du personnel.

Un régime à prestations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi autre qu'un régime à cotisations définies. La Société a adopté les méthodes suivantes pour tous les régimes à prestations définies :

- L'obligation nette de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies est calculée en estimant la valeur des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures diminué des coûts des services passés non reconnus et de la juste valeur des actifs des régimes;

- Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédits projetées. Les calculs tiennent compte des hypothèses les plus probables de la Direction concernant le rendement prévu des placements des régimes de retraite, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite, le taux de mortalité des membres et le taux d'actualisation;
- Aux fins de la détermination du rendement prévu des actifs des régimes de retraite, ces actifs sont évalués à leur juste valeur;
- Quand il y a amélioration des prestations de retraite, la quote-part des avantages complémentaires au titre des services passés rendus par les membres du personnel est comptabilisée au résultat net, sur une base linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel. Dans la mesure où des droits aux prestations sont acquis immédiatement, la charge correspondante est comptabilisée immédiatement au résultat net;
- Les gains actuariels ou les pertes actuarielles résultent de l'écart entre le rendement à long terme réel des actifs des régimes au cours d'une période et le rendement prévu pendant cette période, ou des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies. Les gains actuariels ou pertes actuarielles sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global et les résultats non distribués dans les États financiers consolidés.

Le coût des services rendus et des services passés au titre des régimes de retraite à prestations définies est comptabilisé dans les « avantages du personnel » aux États financiers intermédiaires consolidés. Le produit ou la dépense d'intérêt net du surplus net ou de l'obligation nette est comptabilisé dans les « charges financières, montant net ».

MÉTHODES COMPTABLES ADOPTÉES EN 2013

Avantages du personnel

En juin 2011, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié un amendement à l'IAS 19 « Avantages du personnel », relatif à la comptabilisation des régimes à prestations définies et aux indemnités de fin de contrat de travail. Cet amendement élimine certaines options de comptabilisation et de présentation précédemment permises en vertu de l'IAS 19 et exige la présentation de divulgations supplémentaires concernant les risques découlant des régimes à prestations définies. La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. L'application rétrospective de cet amendement a augmenté la dépense des avantages du personnel de 203 \$ et 409 \$ pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2012. Le résultat net a diminué de 149 \$ et 299 \$, déduction faite des impôts de 54 \$ et 110 \$ pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2012. Le résultat par action de base a diminué de 0,01 \$ et 0,02 \$ pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2012. Le résultat par action dilué a diminué de 0,01 \$ pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2012. La perte actuarielle des régimes de retraite à prestations définies a diminué de 149 \$ et 299 \$ pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2012.

Coentreprises

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 11 « Coentreprises » qui remplace l'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et la SIC-13 « Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte surtout sur les droits et les obligations inhérents à une coentreprise, plutôt que sur la forme légale, comme c'était le cas pour l'IAS 31. La norme exige le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. Avant l'adoption de cette norme, la Société appliquait la consolidation proportionnelle pour comptabiliser ses participations dans des coentreprises, mais applique présentement la méthode de la mise en équivalence selon l'IFRS 11. Selon la méthode de la mise en équivalence, la quote-part de la Société de l'actif net du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sont maintenant présentées sur une ligne dans l'état de la situation financière consolidée, l'état des résultats consolidés et l'état du résultat global consolidé, respectivement. La Société a appliqué cette norme au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. Les produits et dépenses consolidés de la Société et l'information géographique excluent maintenant l'information financière des coentreprises. L'application rétrospective n'a eu aucun impact sur le résultat net ou le résultat par action et les divulgations requises ont été incorporées dans les États financiers intermédiaires consolidés de la Société.

Instruments financiers – Présentation

En mai 2012, l'IASB a publié un amendement à l'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation ». Cet amendement exige aux entreprises de comptabiliser l'impôt sur le résultat relatif aux distributions aux porteurs d'instruments de capitaux propres et aux coûts de transaction de capitaux propres selon les directives de l'IAS 12 « Impôt sur le résultat ». La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. Il n'y a eu aucun impact sur les États financiers intermédiaires consolidés de la Société.

Instruments financiers – Informations à fournir

En décembre 2011, l'IASB a publié un amendement à l'IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir », exigeant des divulgations sur tous les instruments financiers comptabilisés qui sont compensés selon les directives de l'IAS 32 ou qui sont sujet aux accords généraux applicables de compensation. La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. Il n'y a eu aucun impact sur les États financiers intermédiaires consolidés de la Société.

États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 10 « États financiers consolidés ». Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables par son implication avec l'entreprise détenue et a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la société émettrice. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc » et des parties de IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ». La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. Il n'y a

eu aucun impact sur les États financiers intermédiaires consolidés de la Société.

Divulgence des participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 12 « Divulgence des participations dans d'autres entités ». IFRS 12 établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que des accords de coentreprise, les participations dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les activités hors bilan. La norme reprend les divulgations existantes et introduit également des exigences de divulgations supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations de la Société dans d'autres entités. La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. Les divulgations requises ont été incorporées dans les États financiers intermédiaires consolidés de la Société.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». IFRS 13 est une norme globale, ayant un effet sur toutes les normes IFRS, qui traite l'évaluation de la juste valeur et précise les exigences de divulgation. La norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché, à la date d'évaluation. Elle établit également des divulgations sur l'évaluation de la juste valeur. Selon les normes IFRS en vigueur, les lignes directrices sur l'évaluation et la divulgation de la juste valeur sont réparties entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations de la juste valeur qui dans des nombreux cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou des divulgations cohérentes. La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base prospective.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES**Dépréciation d'actifs**

En mai 2013, l'IASB a publié des amendements à l'IAS 36 « Dépréciation d'actifs », exigeant des divulgations supplémentaires sur le montant recouvrable des actifs non financiers dépréciés si ce montant est basé sur la juste valeur diminuée des coûts de vente. Ces amendements s'appliquent pour les exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2014, mais l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'impact de ces amendements.

Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

En juin 2013, l'IASB a publié des amendements à l'IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation », qui prévoient le maintien de la comptabilité de couverture dans des cas spécifiques où un instrument dérivé désigné comme instrument de couverture est remplacé par un instrument dérivé sujet à compensation par une contrepartie centrale afin de respecter les lois locales ou les règlements. Ces amendements s'appliquent pour les exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2014, mais l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'impact de ces amendements.

MESURES FINANCIÈRES AUTRES QUE LES IFRS

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. De plus, certaines expressions n'ayant pas de définitions normalisées en vertu des IFRS, il est peu probable qu'elles soient comparables à des définitions similaires présentées par d'autres sociétés. La Société croit que les lecteurs du présent document tiennent compte de ces mesures de rendement pour fins de compréhension ou d'analyse.

Le tableau suivant présente les différentes définitions des termes utilisés par la Direction qui ne sont pas définis selon les IFRS.

Croissance organique	Cette mesure consiste à quantifier l'augmentation des ventes consolidées pro forma entre deux périodes données, en excluant l'impact des acquisitions, des ventes et fermetures de magasins, des variations du taux de change et, lorsqu'il y a lieu, du nombre différent de journées de facturation. Uni-Sélect utilise cette mesure car elle aide à juger de l'évolution intrinsèque des ventes générées par sa base opérationnelle par rapport au reste du marché. La détermination du taux de croissance organique, qui est fondée sur des constats raisonnables aux yeux de la Direction, pourrait différer des taux de croissance organique réels.
BAIIA	Le BAIIA représente le résultat avant les postes suivants : charges financières, dotation aux amortissements, frais de restructuration, radiation d'actifs et autres, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, impôts sur le résultat et résultats attribuables aux participations sans contrôles. Il s'agit d'un indicateur financier mesurant la capacité d'une société de rembourser et d'assumer ses dettes. Les investisseurs ne doivent pas le considérer comme un critère remplaçant les ventes ou le résultat net, ni comme un indicateur des résultats d'exploitation ou de flux de trésorerie, ni comme un paramètre de mesure de liquidité mais comme une information complémentaire.
Marge du BAIIA	Ce ratio correspond au BAIIA divisé par les ventes.
BAIIA ajusté, résultat ajusté et résultat ajusté par action	<p>La Direction utilise le BAIIA ajusté, le résultat ajusté ainsi que le résultat ajusté par action pour évaluer le BAIIA, le résultat net et le résultat par action provenant d'activités poursuivies, compte non tenu de certains ajustements, déduction faite des impôts sur le résultat (pour le résultat ajusté et le résultat ajusté par action), qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société. Selon la Direction, ces mesures sont plus représentatives de la performance opérationnelle de la Société et plus appropriées pour fournir de l'information additionnelle.</p> <p>Ces ajustements correspondent entre autres aux frais non capitalisés liés au développement et au déploiement du progiciel de gestion intégré, aux frais de fermeture et de cession de magasins, aux frais de restructuration, radiation d'actifs et autres, ainsi qu'au gain net sur la cession d'immobilisations corporelles.</p> <p>Le fait d'exclure ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents.</p>

Flux de trésorerie disponibles	<p>Cette mesure correspond au BAIIA moins les éléments suivants : les autres éléments hors caisse selon l'état des flux de trésorerie, les intérêts payés, les impôts payés et les acquisitions d'immobilisations corporelles. Uni-Sélect considère les flux de trésorerie disponibles comme un important indicateur de la solidité financière et du rendement des opérations, car ils révèlent le montant des fonds disponibles pour gérer la croissance du fond de roulement, payer les dividendes, rembourser la dette, réinvestir dans la Société et profiter des différentes opportunités de marché qui se présentent.</p> <p>Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations dans les éléments du fonds de roulements (dont les débiteurs et autres recevables, les stocks et les créditeurs et charges à payer) et autres fonds générés et utilisés selon l'état des flux de trésorerie. Par conséquent, ils ne devraient pas être considérés comme une alternative à l'état des flux de trésorerie consolidé ou comme mesure de liquidité mais comme information additionnelle.</p>
Endettement total net	Cette mesure comprend les dettes bancaires et la dette à long terme (incluant la portion à court terme), nets de la trésorerie.
Coefficient d'endettement total net sur le capital investi total	Ce coefficient correspond à l'endettement total net divisé par la somme de l'endettement total net, des débentures convertibles et de l'avoir des actionnaires total.
Dette à long terme / Avoir des actionnaires total	Ce ratio correspond à la dette à long terme (incluant la portion à court terme) divisé par la somme des débentures convertibles et de l'avoir des actionnaires total.
Dette financée par emprunt sur le BAIIA	Ce ratio correspond à l'endettement total net sur le BAIIA pro forma.
Rendement ajusté de l'avoir des actionnaires total moyen	Ce ratio correspond au résultat net ajusté des frais de restructuration, radiation d'actifs et autres divisé par l'avoir des actionnaires total moyen.

DONNÉES SUR LE TAUX DE CHANGE

Le tableau suivant présente les renseignements sur les taux de change en vigueur, indiqués en dollars américains, par tranche de 1,00 \$ canadien :

	Deuxième trimestre		Période de six mois	
	30 juin 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Moyenne pour la période Aux fins de l'état des résultats consolidé	0,98	0,99	0,98	0,99
			30 juin 2013	31 déc. 2012
Fin de la période Aux fins de l'état des résultats de la situation financière consolidée			0,95	1,00

Puisque la Société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation dans les États financiers consolidés et dans le présent document, sauf indication contraire, les résultats des opérations canadiennes sont convertis en dollar américain au taux moyen de la période. Les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien sont donc liés à la conversion en dollar américain des résultats de ses opérations canadiennes et n'ont pas d'incidence économique réelle sur sa performance puisque la plupart de ses revenus et de ses charges consolidés sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de ses résultats à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Direction planifie et effectue une vérification relativement au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs « le règlement 52-109 ». Ces travaux sont effectués selon le cadre de contrôle reconnu COSO (Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission).

Les efforts de ce trimestre ont porté sur la mise à jour de la documentation et l'évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et les contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Uni-Sélect a poursuivi son évaluation continue des contrôles et procédures de communication de l'information conformément aux exigences du Règlement 52-109. Au 30 juin 2013, le président et chef de la direction et le vice-président exécutif, services corporatifs et chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information sont efficaces.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Uni-Sélect a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière au 30 juin 2013 conformément aux exigences du Règlement 52-109. Cette évaluation a permis au président et chef de la direction et au vice-président exécutif, services corporatifs et chef de la direction financière de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces et fournissent une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les États financiers consolidés de Uni-Sélect ont été établis conformément aux IFRS. Au fil des années, plusieurs contrôles compensatoires ont été ajoutés aux divers contrôles automatisés des systèmes en place afin de pallier aux risques que pourraient engendrer les interfaces entre les systèmes, lesquels sont en processus de changement.

Depuis le 31 décembre 2012, aucun changement important aux contrôles internes à l'égard de l'information financière n'a été fait qui aurait eu une incidence importante ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante sur ces contrôles.

PERSPECTIVES

En 2013, Uni-Sélect mettra l'accent sur l'amélioration de la performance de l'entreprise et sur les priorités suivantes :

- Poursuivre l'exécution de son récent Plan d'action centré sur les opérations américaines afin de générer de la valeur ajoutée à ses actionnaires, ce qui inclut également l'optimisation du réseau ainsi que la réduction des dépenses;
- Augmenter le recrutement de magasins de grossistes indépendants et d'installateurs aux bannières Uni-Sélect et réaliser ses stratégies de ventes visant à diversifier et à accroître ses parts de marché; et
- Réduire le niveau d'endettement à l'aide des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles.

De plus, l'année 2013 marquera la finalisation du déploiement du système de gestion intégré avec une dernière vague d'implantation prévue.

Grâce aux différentes initiatives et plans d'action, la Direction est confiante d'améliorer sa profitabilité et de continuer à réduire sa dette au cours des prochains trimestres.



Richard G. Roy, FCPA, FCA
Président et chef de la direction



Denis Mathieu, CPA, CA, MBA
Vice-président exécutif, services corporatifs et chef
de la direction financière

Approuvé par le Conseil d'administration le 31 juillet 2013.

Uni-Sélect inc.

États financiers intermédiaires consolidés pour le trimestre terminé le 30 juin 2013



UNI-SELECT®

État des résultats consolidés	22
État du résultat global consolidé	23
État des variations des capitaux propres consolidés	24
État des flux de trésorerie consolidés	25
État de la situation financière consolidée	26
Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires consolidés	27 - 37

Avis relatif à l'examen des états financiers intermédiaires consolidés

Les états financiers intermédiaires consolidés pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2013 n'ont pas fait l'objet d'un examen par l'auditeur indépendant de la Société

UNI-SÉLECT INC.
ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action, non audités)

	Période de trois mois terminée le 30 juin		Période de six mois terminée le 30 juin	
	2013	2012	2013	2012
	\$		\$	\$
Ventes	476 176	476 748	897 996	922 008
Résultat avant les postes suivants :	27 786	29 524	43 714	53 432
Charges financières, montant net (note 5)	4 029	4 865	8 098	9 982
Dotation aux amortissements (note 6)	6 771	7 078	14 315	13 104
Frais de restructuration, radiation d'actifs et autres (note 7)	35 180	—	35 180	—
	(18 194)	17 581	(13 879)	30 346
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	949	606	1 507	1 260
Résultat avant impôt sur le résultat	(17 245)	18 187	(12 372)	31 606
Impôt sur le résultat (recouvrement) (note 9)				
Exigible	5 456	71	4 756	8 115
Différé	(13 406)	3,180	(13 977)	(2 435)
	(7 950)	3 251	(9 221)	5 680
Résultat net	(9 295)	14 936	(3 151)	25 926
Attribuable aux actionnaires ordinaires	(9 295)	14 936	(3 151)	26 017
Attribuable aux participations sans contrôle	—	—	—	(91)
Résultat net	(9 295)	14 936	(3 151)	25 926
Résultat par action (note 8)				
De base	(0,43)	0,69	(0,15)	1,20
Dilué	(0,43)	0,68	(0,15)	1,20
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers) (note 8)				
De base	21 465	21 637	21 482	21 637
Dilué	21 465	22 877	21 482	22 876

L'état des résultats consolidés par nature est présenté à la note 20.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

UNI-SÉLECT INC.
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ
(en milliers de dollars américains, non audités)

	Période de trois mois terminée le 30 juin		Période de six mois terminée le 30 juin	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	(9 295)	14 936	(3 151)	25 926
Autres éléments du résultat global				
Éléments susceptibles d'être reclassés dans le résultat net au cours des périodes subséquentes :				
Portion efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (déduction (recouvrement) faite des impôts de (60) \$ et 47 \$ pour les périodes de trois et six mois (223 \$ et 323 \$ pour 2012))	(162)	(606)	129	(877)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie transférée aux résultats (déduction faite des impôts de 97 \$ et 195 \$ pour les périodes de trois et six mois (164 \$ et 344 \$ pour 2012))	215	452	481	935
Gains de change latents sur la conversion des états financiers à la monnaie de présentation	6 501	4 819	11 320	315
Pertes de change latents sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des filiales étrangères	(9 089)	(6 494)	(15 862)	(495)
	(2 535)	(1 829)	(3 932)	(122)
Éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat net au cours des périodes subséquentes :				
Gain (perte) actuariel(le) des régimes de retraite à prestations définies (déduction faite des impôts de 794 \$ et 1 160 \$ pour les périodes de trois et six mois (632 \$ et 420 \$ pour 2012))	2 157	(1 717)	3 154	(1 141)
Autres éléments du résultat global				
	(378)	(3 546)	(778)	(1 263)
Résultat global	(9 673)	11 390	(3 929)	24 663
Attribuable aux actionnaires ordinaires				
	(9 673)	11 390	(3 929)	24 754
Attribuable aux participations sans contrôle				
	—	—	—	(91)
Résultat global	(9 673)	11 390	(3 929)	24 663

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

UNI-SÉLECT INC.
ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS
(en milliers de dollars américains, non audités)

	Attribuable aux actionnaires ordinaires							Total des capitaux propres
	Capital-actions	Surplus d'apport	Composante des capitaux propres des débetures convertibles	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (note 16)	Total	Participations sans contrôle	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2012	88 563	392	1 687	384 902	8 661	484 205	—	484 205
Résultat net	—	—	—	(3 151)	—	(3 151)	—	(3 151)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	3 154	(3 932)	(778)	—	(778)
Total du résultat global	—	—	—	3	(3 932)	(3 929)	—	(3 929)
Contributions et distributions aux actionnaires :								
Rachat d'actions (note 13)	(397)	—	—	(1 565)	—	(1 962)	—	(1 962)
Dividendes	—	—	—	(5 429)	—	(5 429)	—	(5 429)
Paiements fondés sur des actions (note 14)	—	835	—	—	—	835	—	835
	(397)	835	—	(6 994)	—	(6 556)	—	(6 556)
Solde au 30 juin 2013	88 166	1 227	1 687	377 911	4 729	473 720	—	473 720
Solde au 31 décembre 2011	88 940	452	1 687	367 272	6 229	464 580	1 033	465 613
Résultat net	—	—	—	26 017	—	26 017	(91)	25 926
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(1 141)	(122)	(1 263)	—	(1 263)
Total du résultat global	—	—	—	24 876	(122)	24 754	(91)	24 663
Contributions et distributions aux actionnaires :								
Émission d'actions	29	—	—	—	—	29	—	29
Rachat d'actions (note 13)	(3)	—	—	(10)	—	(13)	—	(13)
Dividendes	—	—	—	(5 567)	—	(5 567)	—	(5 567)
Paiements fondés sur des actions (note 14)	—	19	—	—	—	19	—	19
	26	19	—	(5 577)	—	(5 532)	—	(5 532)
Variations des participations dans des filiales qui ne résultent pas en une perte de contrôle :								
Rachat des participations sans contrôle	—	(98)	—	—	—	(98)	(955)	(1 053)
Écart de conversion sur les participations sans contrôle	—	—	—	—	—	—	13	13
Solde au 30 juin 2012	88 966	373	1 687	386 571	6 107	483 704	—	483 704

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

UNI-SÉLECT INC.
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS
(en milliers de dollars américains, non audités)

	Période de trois mois terminée le 30 juin		Période de six mois terminée le 30 juin	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Résultat net	(9 295)	14 936	(3 151)	25 926
Éléments hors caisse :				
Charges financières, montant net (note 5)	4 029	4 865	8 098	9 982
Dotations aux amortissements (note 6)	6 771	7 078	14 315	13 104
Frais de restructuration, radiation d'actifs et autres (note 7)	35 180	—	35 180	—
Impôt sur le résultat (recouvrement) (note 9)	(7 950)	3 251	(9 221)	5 680
Autres éléments hors caisse	(618)	(335)	(147)	(345)
Variation des éléments du fonds de roulement	12 167	6 216	11 425	(7 216)
Intérêts payés	(2 805)	(4 596)	(7 732)	(10 713)
Impôt sur le résultat (payé) récupéré	1 919	715	1 187	(1 404)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	39 398	32 130	49 954	35 014
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'entreprises	(448)	(759)	(1 401)	(2 329)
Rachat des participations sans contrôle	—	(1 053)	—	(1 053)
Solde de prix d'achat	(136)	(533)	(252)	(897)
Avances aux marchands membres	(3 775)	(5 478)	(6 883)	(7 891)
Encaissements sur les placements et les avances à des marchands membres	1 781	1 870	4 257	3 316
Acquisition d'immobilisations corporelles	(2 056)	(4 388)	(6 508)	(5 667)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	307	98	483	220
Acquisition et développement d'immobilisations incorporelles	(3 281)	(1 974)	(4 009)	(7 073)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7 608)	(12 217)	(14 313)	(21 374)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Augmentation de la dette à long terme	4 752	19 560	201 691	40 774
Remboursement sur la dette à long terme	(33 886)	(37 501)	(229 499)	(49 946)
Dépôts de garantie des marchands membres	36	61	(467)	(55)
Émission d'actions	—	29	—	29
Rachat d'actions (note 13)	—	—	(1 962)	(13)
Dividendes versés	(2 704)	(2 735)	(5 443)	(5 351)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(31 802)	(20 586)	(35 680)	(14 562)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(3)	(11)	(5)	8
Diminution nette de la trésorerie	(15)	(684)	(44)	(914)
Trésorerie au début	93	825	122	1 055
Trésorerie à la fin	78	141	78	141

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

UNI-SÉLECT INC.
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
(en milliers de dollars américains, non audités)

	30 juin	31 décembre
	2013	2012
	\$	\$
ACTIF		
Actifs courants :		
Trésorerie	78	122
Débiteurs et autres recevables	229 386	203 186
Impôt sur le résultat à recevoir	21 585	27 917
Stocks	515 757	528 634
Frais payés d'avance	12 087	11 527
Total des actifs courants	778 893	771 386
Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et avances aux marchands membres	37 728	36 249
Immobilisations corporelles (note 10)	48 229	49 731
Immobilisations incorporelles (note 11)	145 086	153 572
Écarts d'acquisition (note 11)	184 908	187 081
Actif d'impôts différés	53 608	41 926
TOTAL DE L'ACTIF	1 248 452	1 239 945
PASSIF		
Passifs courants :		
Créditeurs et charges à payer	350 498	309 104
Provision pour les frais de restructuration, radiation d'actifs et autres (note 7)	18 186	4 392
Dividendes à payer	2 653	2 815
Versements sur la dette à long terme et sur les dépôts de garantie des marchands membres	4 740	19 073
Total des passifs courants	376 077	335 384
Obligations au titre des avantages du personnel à long terme	20 934	26 903
Dette à long terme (note 12)	279 830	290 476
Débetures convertibles	46 944	49 099
Dépôts de garantie des marchands membres	6 930	7 768
Instruments financiers dérivés	1 039	1 891
Passif d'impôts différés	42 978	44 219
TOTAL DU PASSIF	774 732	755 740
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 13)	88 166	88 563
Surplus d'apport	1 227	392
Composante des capitaux propres des débetures convertibles	1 687	1 687
Résultats non distribués	377 911	384 902
Cumul des autres éléments du résultat global (note 16)	4 729	8 661
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	473 720	484 205
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	1 248 452	1 239 945

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

1 – STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

Uni-Sélect inc. (la « Compagnie ») est une société domiciliée au Canada et dûment constituée et régie par la loi sur les sociétés par actions (Québec). La Compagnie est la société-mère ultime d'un groupe d'entreprises comprenant la Compagnie et ses filiales (collectivement désignées la « Société »). La Société est un important distributeur de pièces de remplacement, d'équipement, d'outillage et d'accessoires et de peinture et produits connexes pour véhicules automobiles. Le siège social de la Compagnie est situé au 170, boul. Industriel, Boucherville, Québec, Canada.

Ces états financiers résumés intermédiaires consolidés présentent les activités et la situation financière de la Compagnie et de toutes ses filiales ainsi que la participation de la Société dans des coentreprises.

Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole UNS.

2 – BASE D'ÉTABLISSEMENT

Déclaration de conformité

Ces états financiers résumés intermédiaires consolidés ont été établis selon l'IAS 34 « Information financière intermédiaire » et ne comprennent pas toutes les informations financières requises à la présentation d'états financiers annuels. Les états financiers intermédiaires consolidés doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

Les méthodes comptables appliquées pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2013 sont conformes aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et sont cohérentes avec les méthodes comptables adoptées par la Société dans ses états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 à l'exception de celles présentées à la note 3.

La publication des états financiers intermédiaires consolidés a été approuvée et autorisée par le Conseil d'administration de la Compagnie le 31 juillet 2013.

Base d'évaluation

Les états financiers intermédiaires consolidés ont été établis au coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évalués à la juste valeur, des provisions qui sont évaluées selon la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle et des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi qui sont évalués à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, ajustée pour tenir compte des coûts des services passés non comptabilisés et diminuée du montant net des actifs du régime.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments inclus aux états financiers de chacune des entités de la Société sont mesurés dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les monnaies fonctionnelles de la Société sont le dollar canadien pour les entités au Canada et le dollar américain pour les entités aux États-Unis. Les états financiers intermédiaires consolidés sont présentés en dollars américains qui représentent la monnaie de présentation de la Société.

Utilisation d'estimations et recours au jugement

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la direction de la Société a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes complémentaires. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

3 – MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables appliquées dans ces états financiers intermédiaires consolidés sont cohérentes avec les méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 à l'exception des normes présentées ci-dessous.

Méthode de consolidation

(i) Coentreprises

Les coentreprises sont des entreprises dont les activités sont contrôlées conjointement par la Société, aux termes d'un accord contractuel. Les états financiers consolidés comprennent les quotes-parts des actifs nets des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation, et sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date à laquelle la Société commence à exercer un contrôle conjoint jusqu'à la date à laquelle elle cesse d'exercer un contrôle conjoint. Les dividendes reçus des coentreprises sont comptabilisés en réduction du placement. Les quotes-parts du résultat net des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation sont comptabilisés dans les « quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » dans l'état des résultats consolidés.

Avantages du personnel à long terme

Les obligations au titre des avantages du personnel à long terme incluent les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les obligations au titre de la rémunération à base d'actions et les autres obligations relatives à la rémunération et aux avantages du personnel à long terme.

(i) Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

Un régime à cotisations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel une entité verse des cotisations définies à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de verser des cotisations supplémentaires. La Société verse des cotisations à plusieurs régimes d'avantages qui sont considérés comme des régimes à cotisations définies. Les cotisations versées à ces régimes sont comptabilisées en charge dans les périodes au cours desquelles les services sont rendus par les membres du personnel.

Un régime à prestations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi autre qu'un régime à cotisations définies. La Société a adopté les méthodes suivantes pour tous les régimes à prestations définies :

- L'obligation nette de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies est calculée en estimant la valeur des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures diminué des coûts des services passés non reconnus et de la juste valeur des actifs des régimes;
- Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédits projetées. Les calculs tiennent compte des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes de retraite, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite, le taux de mortalité des membres et le taux d'actualisation;
- Aux fins de la détermination du rendement prévu des actifs des régimes de retraite, ces actifs sont évalués à leur juste valeur;
- Quand il y a amélioration des prestations de retraite, la quote-part des avantages complémentaires au titre des services passés rendus par les membres du personnel est comptabilisée au résultat net, sur une base linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel. Dans la mesure où des droits aux prestations sont acquis immédiatement, la charge correspondante est comptabilisée immédiatement au résultat net;
- Les gains actuariels ou les pertes actuarielles résultent de l'écart entre le rendement à long terme réel des actifs des régimes au cours d'une période et le rendement prévu pendant cette période, ou des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies. Les gains actuariels ou pertes actuarielles sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global et les résultats non distribués dans les états financiers consolidés.

Le coût des services rendus et des services passés au titre des régimes de retraite à prestations définies est comptabilisé dans les « avantages du personnel » aux états financiers intermédiaires consolidés. Le produit ou la dépense d'intérêt net du surplus net ou de l'obligation nette est comptabilisé dans les « charges financières, montant net ».

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

4 – CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

ADOPTÉES EN 2013

(i) Avantages du personnel

En juin 2011, l'*International Accounting Standards Board* (« IASB ») a publié un amendement à l'IAS 19 « Avantages du personnel », relatif à la comptabilisation des régimes à prestations définies et aux indemnités de fin de contrat de travail. Cet amendement élimine certaines options de comptabilisation et de présentation précédemment permises en vertu de l'IAS 19 et exige la présentation de divulgations supplémentaires concernant les risques découlant des régimes à prestations définies. La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. L'application rétrospective de cet amendement a augmenté la dépense des avantages du personnel de 203 \$ et 409 \$ pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2012. Le résultat net a diminué de 149 \$ et 299 \$, déduction faite des impôts de 54 \$ et 110 \$ pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2012. Le résultat par action de base a diminué de 0,01 \$ et 0,02 \$ pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2012. Le résultat par action dilué a diminué de 0,01 \$ pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2012. La perte actuarielle des régimes de retraite à prestations définies a diminué de 149 \$ et 299 \$ pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2012.

(ii) Coentreprises

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 11 « Coentreprises » qui remplace l'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et la SIC-13 « Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte surtout sur les droits et les obligations inhérents à une coentreprise, plutôt que sur la forme légale, comme c'était le cas pour l'IAS 31. La norme exige le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. Avant l'adoption de cette norme, la Société appliquait la consolidation proportionnelle pour comptabiliser ses participations dans des coentreprise, mais applique présentement la méthode de la mise en équivalence selon l'IFRS 11. Selon la méthode de la mise en équivalence, la quote-part de la Société de l'actif net du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sont maintenant présentées sur une ligne dans l'état de la situation financière consolidée, l'état des résultats consolidés et l'état du résultat global consolidé, respectivement. La Société a appliqué cette norme au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. Les produits et dépenses consolidés de la Société et l'information géographique excluent maintenant l'information financière des coentreprises. L'application rétrospective n'a eu aucun impact sur le résultat net ou le résultat par action et les divulgations requises ont été incorporées dans les états financiers intermédiaires consolidés de la Société.

(iii) Instruments financiers - Présentation

En mai 2012, l'IASB a publié un amendement à l'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation ». Cet amendement exige aux entreprises de comptabiliser l'impôt sur le résultat relatif aux distributions aux porteurs d'instruments de capitaux propres et aux coûts de transaction de capitaux propres selon les directives de l'IAS 12 « Impôt sur le résultat ». La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. Il n'y a eu aucun impact sur les états financiers intermédiaires consolidés de la Société.

(iv) Instruments financiers – Informations à fournir

En décembre 2011, l'IASB a publié un amendement à l'IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir », exigeant des divulgations sur tous les instruments financiers comptabilisés qui sont compensés selon les directives de l'IAS 32 ou qui sont sujet aux accords généraux applicables de compensation. La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. Il n'y a eu aucun impact sur les états financiers intermédiaires consolidés de la Société.

(v) États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 10 « États financiers consolidés ». Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables par son implication avec l'entreprise détenue et a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la société émettrice. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc » et des parties de IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ». La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. Il n'y a eu aucun impact sur les états financiers intermédiaires consolidés de la Société.

(vi) Divulgaration des participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 12 « Divulgaration des participations dans d'autres entités ». IFRS 12 établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que des accords de coentreprise, les participations dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les activités hors bilan. La norme reprend les divulgations existantes et introduit également des exigences de divulgations supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations de la Société dans d'autres entités. La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base rétrospective. Les divulgations requises ont été incorporées dans les états financiers intermédiaires consolidés de la Société.

(vii) Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». IFRS 13 est une norme globale, ayant un effet sur toutes les normes IFRS, qui traite l'évaluation de la juste valeur et précise les exigences de divulgation. La norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché, à la date d'évaluation. Elle établit également des divulgations sur l'évaluation de la juste valeur. Selon les normes IFRS en vigueur, les lignes directrices sur l'évaluation et la divulgation de la juste valeur sont réparties entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations de la juste valeur qui dans des nombreux cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou des divulgations cohérentes. La Société a appliqué cet amendement au 1^{er} janvier 2013 sur une base prospective.

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS
(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

4 – CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

(i) Dépréciation d'actifs

En mai 2013, l'IASB a publié des amendements à l'IAS 36 « Dépréciation d'actifs », exigeant des divulgations supplémentaires sur le montant recouvrable des actifs non financiers dépréciés si ce montant est basé sur la juste valeur diminuée des coûts de vente. Ces amendements s'appliquent pour les exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2014, mais l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'impact de ces amendements.

(ii) Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation

En juin 2013, l'IASB a publié des amendements à l'IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation », qui prévoient le maintien de la comptabilité de couverture dans des cas spécifiques où un instrument dérivé désigné comme instrument de couverture est remplacé par un instrument dérivé sujet à compensation par une contrepartie centrale afin de respecter les lois locales ou les règlements. Ces amendements s'appliquent pour les exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2014, mais l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'impact de ces amendements.

5 – CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

	Période de trois mois terminée le 30 juin		Période de six mois terminée le 30 juin	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette bancaire	—	—	—	5
Intérêts sur la dette à long terme	2 186	2 751	4 450	5 684
Intérêts sur les débetures convertibles	746	756	1 503	1 517
Charge de désactualisation sur les débetures convertibles	111	109	222	220
Amortissement des frais de financement	410	377	730	756
Intérêts sur l'obligation nette au titre des prestations définies	278	297	559	597
Intérêts sur les dépôts de garantie des marchands membres et autres	80	42	122	84
Reclassement dans le résultat net des pertes réalisées sur les instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie	312	616	676	1 279
Total des charges financières	4 123	4 948	8 262	10 142
Produit d'intérêts des marchands membres	(94)	(83)	(164)	(160)
Total des charges financières, montant net	4 029	4 865	8 098	9 982

6 – DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	Période de trois mois terminée le 30 juin		Période de six mois terminée le 30 juin	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	3 196	3 337	6 454	6 483
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	3 575	3 741	7 861	6 621
Total de la dotation aux amortissements	6 771	7 078	14 315	13 104

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

7 – FRAIS DE RESTRUCTURATION, RADIATION D'ACTIFS ET AUTRES

Au cours du deuxième trimestre 2013, le Conseil d'administration de la Société a approuvé un plan stratégique et opérationnel interne (le « Plan d'action »), qui est complémentaire au plan de consolidation du réseau de distribution annoncé en 2012. Le Plan d'action prévoit, entre autres, la fermeture et la rationalisation de certains magasins et entrepôts, ainsi que l'ouverture de deux emplacements. L'implantation du Plan d'action, au coût total d'environ 45 000 \$, duquel 13 000 \$ représente des déboursés de fonds net des recouvrements d'impôts, devrait être complétée au cours de l'exercice 2014.

Au cours du deuxième trimestre 2013, la Société a comptabilisé des frais de restructuration additionnels de 31 680 \$ liés à la fermeture et à la consolidation de certains emplacements, qui incluent la liquidation de stocks excédentaires de 10 423 \$, les coûts de fermeture des emplacements de 4 966 \$, les indemnités de départ des employés de 4 254 \$, la comptabilisation des obligations futures liées à des baux de 8 422 \$ et la dévaluation de certains actifs à leur valeur de réalisation nette pour 3 615 \$. La Société a aussi comptabilisé une radiation de 3 500 \$ dans la valeur de certains logiciels qui ne seront plus utilisés dans ses opérations.

Au 30 juin 2013, la provision pour les frais de restructuration, radiation d'actifs et autres résultante est présentée à titre de passif courant dans l'état de la situation financière consolidée de la Société, qui se détaille comme suit :

	2013
	\$
Solde au 1 ^{er} janvier	4 392
Frais de restructuration, radiation d'actifs et autres comptabilisés au cours de la période	17 642
Provision utilisée au cours de la période	(3 818)
Incidence des fluctuations de taux de change	(30)
Solde au 30 juin	18 186

8 – RÉSULTAT PAR ACTION

Le rapprochement du résultat de base par action et du résultat dilué par action se présente comme suit :

	Période de trois mois terminée le 30 juin		Période de six mois terminée le 30 juin	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires utilisé pour le résultat de base par action	(9 295)	14 936	(3 151)	26 017
Incidence de la conversion des débetures convertibles	—	711	—	1 427
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires utilisé pour le résultat dilué par action	(9 295)	15 647	(3 151)	27 444
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat de base par action	21 465 070	21 637 142	21 482 492	21 636 751
Incidence de la conversion des débetures convertibles	—	1 239 224	—	1 239 224
Incidence des options d'achat d'actions ⁽¹⁾	—	640	—	440
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat dilué par action	21 465 070	22 877 006	21 482 492	22 876 415
Résultat par action				
De base	(0,43)	0,69	(0,15)	1,20
Dilué	(0,43)	0,68	(0,15)	1,20

⁽¹⁾ Pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2013, 358 338 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul du résultat par action dilué puisque le prix d'exercice des options était plus élevé que la moyenne du prix de marché des actions. Pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2013, les débetures convertibles ont été exclues puisque l'impact de leur conversion était anti-dilutif pour les deux périodes.

UNI-SÉLECT INC.
 NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS
 (en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

9 – IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux d'imposition statutaires combinés applicables dans les territoires canadiens où la Société exerce ses activités à l'impôt sur le résultat comptabilisé à l'état des résultats consolidés se présente comme suit :

	Période de trois mois terminée le 30 juin		Période de six mois terminée le 30 juin	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition statutaires de la Société – 27,13 % et 27,09 % pour les périodes de trois et six mois (26,74 % et 26,74 % pour 2012)	(4 678)	4 864	(3 352)	8 453
Taux d'impôts différents appliqués dans le pays de domiciliation fiscale des établissements étrangers	(46)	637	253	1 734
Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	(257)	(162)	(408)	(337)
Bénéfice fiscal provenant d'une structure de financement	(3 519)	(2 189)	(6 391)	(4 771)
Charges non-déductibles fiscalement	362	212	533	433
Autres	188	(111)	144	168
Impôt sur le résultat (recouvrement) comptabilisé à l'état des résultats consolidés	(7 950)	3 251	(9 221)	5 680

10 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain et pavage	Bâtiments	Mobilier et équipement	Équipement informatique et logiciels d'exploitation	Matériel roulant	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût	2 671	16 375	42 035	27 999	29 777	11 960	130 817
Cumul de l'amortissement	(278)	(8 091)	(29 809)	(19 108)	(15 338)	(8 462)	(81 086)
Solde au 31 décembre 2012	2 393	8 284	12 226	8 891	14 439	3 498	49 731
Dotation aux amortissements	(5)	(236)	(1 289)	(1 686)	(2 616)	(622)	(6 454)
Dispositions	(4)	—	(58)	(3)	(167)	(10)	(242)
Acquisitions via des regroupements d'entreprises	—	—	—	3	72	—	75
Acquisitions	15	148	1 858	658	4 180	429	7 288
Radiations	—	(64)	(925)	(267)	—	(184)	(1 440)
Incidence des fluctuations de taux de change	(98)	(218)	(223)	(105)	(42)	(43)	(729)
Variations nettes	(92)	(370)	(637)	(1 400)	1 427	(430)	(1 502)
Coût	2 569	15 917	41 569	27 752	32 437	11 764	132 008
Cumul de l'amortissement	(268)	(8 003)	(29 980)	(20 261)	(16 571)	(8 696)	(83 779)
Solde au 30 juin 2013	2 301	7 914	11 589	7 491	15 866	3 068	48 229

UNI-SÉLECT INC.
 NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS
 (en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

11 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET ÉCARTS D'ACQUISITION

	Immobilisations incorporelles			Écarts d'acquisition	
	Marque de commerce	Relations clients et autres	Logiciels	Total	
	\$	\$	\$	\$	\$
Coût	8 650	76 692	99 793	185 135	187 081
Cumul de l'amortissement	—	(14 489)	(17 074)	(31 563)	—
Solde au 31 décembre 2012	8 650	62 203	82 719	153 572	187 081
Dotation aux amortissements	—	(3 566)	(4 295)	(7 861)	—
Développement à l'interne	—	—	990	990	—
Acquisitions	—	6	2 750	2 756	—
Acquisitions via des regroupements d'entreprises	—	135	—	135	50
Dispositions	—	—	(3)	(3)	—
Radiations	—	—	(3 500)	(3 500)	—
Incidence des fluctuations de taux de change	—	(62)	(941)	(1 003)	(2 223)
Variations nettes	—	(3 487)	(4 999)	(8 486)	(2 173)
Coût	8 650	76 749	98 567	183 966	184 908
Cumul de l'amortissement	—	(18 033)	(20 847)	(38 880)	—
Solde au 30 juin 2013	8 650	58 716	77 720	145 086	184 908

12 – FACILITÉS DE CRÉDIT ET DETTE À LONG TERME

Facilités de crédit

Au cours du premier trimestre 2013, la Société a amendé les termes de sa facilité de crédit et a prolongé l'échéance d'un an jusqu'au 7 janvier 2017. Le solde restant de 177 500 \$ sur le prêt à terme a été converti en marge de crédit sous la portion du prêt rotatif de la facilité de crédit, laquelle a augmenté de 427 500 \$ à 435 000 \$ et réduit subséquemment à 400 000 \$. La Société, sous les termes amendés de la facilité de crédit, bénéficie de taux d'intérêt effectif réduits.

À la suite de cet amendement, la facilité de crédit de la Société comprend une facilité de crédit rotatif à long terme de 400 000 \$ disponible en dollars canadiens ou américains et peut être remboursée en tout temps, sans pénalité. Les taux d'intérêts variables sont basés sur le LIBOR en dollars américains, les acceptations bancaires et les taux préférentiels, majorés des marges applicables.

Dettes à long terme

	Échéance	Taux d'intérêt effectif	30 juin		31 décembre
			Court terme	2013	2012
		%	\$	\$	\$
Facilité de crédit rotatif, taux variables, désignée comme couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères – 282 500 \$ (116 000 \$ au 31 décembre 2012)	2017	2,30 % à 5,60 %	—	271 300	119 098
Prêt à terme, taux variables, désigné comme couverture des investissements nets dans des filiales étrangères – néant (181 250 \$ au 31 décembre 2012)	2016	2,58 % à 5,98 %	—	—	179 380
Contrats de location - financement, taux variables	—	—	4 620	13 112	10 864
Autres	2021	0 %	2	40	47
			4 622	284 452	309 389
Versements exigibles à court terme				4 622	18 913
Dettes à long terme				279 830	290 476

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

13 – CAPITAL-ACTIONS

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2013, la Société a racheté 86 100 actions ordinaires (500 en 2012) pour une contrepartie en espèces de 1 962 \$ (13 \$ en 2012) incluant une prime au rachat d'actions de 1 565 \$ (10 \$ en 2012) appliquée en réduction des résultats non distribués.

À la suite des rachats d'actions, la Société a en circulation au 30 juin 2013, 21 465 070 actions ordinaires (21 551 170 au 31 décembre 2012).

14 – RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires pour les administrateurs, les employés cadres et les membres de la direction réglé en instruments de capitaux propres et des régimes réglés en trésorerie incluant un régime d'unités d'actions différés ainsi qu'un régime d'unités d'actions lié à la performance.

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2013, 298 338 options ont été octroyées aux employés cadres et aux membres de la direction de la Société au prix de levée de 22,90 \$CAN. Des charges de rémunération de 521 \$ et 835 \$ (9 \$ et 19 \$ en 2012) ont été comptabilisées pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2013 relatif aux 358 338 options en circulation sous le régime d'options d'achat d'actions de la Société au 30 juin 2013.

Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2013, la Société a formellement adopté son régime d'unités d'actions différées (le « Régime UAD ») sous lequel elle a octroyé 20 565 unités d'actions différées (« UAD »). Des charges de rémunération de 170 \$ et 370 \$ ont été comptabilisées pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2013, relatif aux 30 669 UAD en circulation au 30 juin 2013.

Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2013, la Société a adopté un régime d'unités d'actions lié à la performance (le « Régime UAP ») dans le cadre de son Régime de rémunération à long terme actuel. Sous les termes amendés du Régime de rémunération à long terme, certains employés cadres reçoivent une partie de leur rémunération annuelle sous forme d'une combinaison d'options d'achat d'actions ordinaires et d'unités d'actions liées à la performance (« UAP »). La valeur de chaque UAP est équivalente au prix moyen de clôture d'une action ordinaire de la Société inscrite à la TSX au cours des cinq jours précédant la date à laquelle la valeur sera déterminée (la « valeur UAP »). Les UAP sont acquises à la fin de la période de trois ans suivant la date d'émission (« événement de rachat »). Le détenteur a le droit de recevoir en trésorerie la valeur UAP pour chaque UAP acquise multipliée par un facteur de performance basé sur l'atteinte de certains objectifs financiers. Durant les six premiers mois de l'exercice 2013, la Société a octroyé 108 877 UAP et des charges de rémunération de 185 \$ et 363 \$ ont été comptabilisées durant les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2013.

15 – OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société contribue à des régimes de retraite à prestations définies et aux régimes de retraite à cotisations définies.

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2013, la charge des avantages du personnel relative aux régimes de retraite à prestations définies s'est chiffrée à 856 \$ (847 \$ pour 2012), et la charge d'intérêt net de 278 \$ (297 \$ pour 2012) a été comptabilisée dans les « charges financières, montant net ». Une charge des avantages du personnel de 621 \$ (632 \$ pour 2012) relative aux régimes de retraite à cotisations définies a aussi été comptabilisée pour la même période.

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2013, la charge des avantages du personnel relative aux régimes de retraite à prestations définies s'est chiffrée de 1 712 \$ (1 724 \$ pour 2012) et la charge d'intérêt net de 559 \$ (597 \$ pour 2012) a été comptabilisée dans les « charges financières, montant net ». Une charge des avantages du personnel de 1 085 \$ (1 254 \$ pour 2012) relative aux régimes de retraite à cotisations définies a aussi été comptabilisée pour la même période.

UNI-SÉLECT INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

16 – CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Écart de conversion cumulé	Gains (pertes) de change non réalisé(e)s sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères	Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2012	530	9 500	(1 369)	8 661
Autres éléments du résultat global	11 320	(15 862)	610	(3 932)
Solde au 30 juin 2013	11 850	(6 362)	(759)	4 729
Solde au 31 décembre 2011	5 446	2 612	(1 829)	6 229
Autres éléments du résultat global	315	(495)	58	(122)
Solde au 30 juin 2012	5 761	2 117	(1 771)	6 107

17 – OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a encouru des dépenses de loyer de 842 \$ (891 \$ pour 2012) et de 1 731 \$ (1 775 \$ pour 2013) pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2013 au profit de Clarit Realty, Ltd., une société contrôlée par une partie liée. Ces ententes de location ont été conclues dans le cours normal des activités de la Société et comportent des durées différentes de cinq ans et moins.

18 – INSTRUMENTS FINANCIERS

Actifs financiers classés dans les prêts et les créances

La juste valeur de la trésorerie et des débiteurs se rapproche de leur valeur comptable en raison des courtes échéances.

Actifs financiers classés dans les actifs disponibles à la vente

La juste valeur des placements et des avances aux marchands membres n'a pu être déterminée puisque les actions ne sont pas négociées sur un marché public. La quasi-totalité des avances et des investissements auprès des clients résultent des opérations avec des marchands membres.

Passifs financiers au coût amorti

La juste valeur des créditeurs et charges à payer et des dividendes à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison des courtes échéances.

La juste valeur de la dette à long terme a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart entre le taux actuel de financement négocié par la Société et le taux qui serait négocié en fonction des conditions économiques à la date de clôture. Au 30 juin 2013, la juste valeur de la dette à long-terme se rapproche de sa valeur comptable puisque les taux d'intérêts effectifs applicables à la facilité de crédit de la Société reflètent les conditions courantes du marché.

La juste valeur des dépôts de garantie des marchands membres n'a pu être déterminée puisqu'ils ne sont pas négociés sur un marché public.

La valeur comptable et la juste valeur des débentures convertibles s'élèvent à 46 944 \$ et 48 725 \$ au 30 juin 2013 (49 099 \$ et 52 543 \$ au 31 décembre 2012). La juste valeur des débentures convertibles a été déterminée en utilisant leur cours acheteur à la fin de la période (niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs).

Passifs financiers à la juste valeur

La juste valeur des contrats d'échange de taux d'intérêt, évalués au cours du marché à la date de clôture pour des instruments semblables, représente un montant à payer par la Société de 1 039 \$ au 30 juin 2013 (1 891 \$ au 31 décembre 2012). La juste valeur des instruments financiers dérivés a été déterminée en utilisant les cours pour des actifs ou des passifs similaires (niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs).

UNI-SÉLECT INC.
 NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS
 (en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

19 – INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

La Société considère ses activités de distribution de pièces de remplacement, d'équipement, d'outillage et accessoires et de peinture et produits connexes pour véhicules automobiles comme un seul secteur d'exploitation.

La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis. Les principaux renseignements financiers par région géographique se présentent comme suit :

	Période de trois mois terminée le 30 juin		Période de six mois terminée le 30 juin	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Ventes				
États-Unis	339 530	337 361	655 118	672 397
Canada	136 646	139 387	242 878	249 611
Total	476 176	476 748	897 996	922 008

	30 juin 2013		
	États-Unis	Canada	Total
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	35 294	12 935	48 229
Immobilisations incorporelles	127 057	18 029	145 086
Écarts d'acquisition	144 806	40 102	184 908

	31 décembre 2012		
	États-Unis	Canada	Total
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	35 278	14 453	49 731
Immobilisations incorporelles	134 323	19 249	153 572
Écarts d'acquisition	144 756	42 325	187 081

UNI-SÉLECT INC.
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action et des pourcentages, non audités)

20 – ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS PAR NATURE

	Période de trois mois terminée le 30 juin		Période de six mois terminée le 30 juin	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Ventes	476 176	476 748	897 996	922 008
Dépenses opérationnelles				
Avantages du personnel	74 645	77 390	149 082	156 004
Achats, nets de la fluctuation des stocks	333 910	329 028	625 679	628 332
Autres dépenses	39 835	40 806	79 521	84 240
	448 390	447 224	854 282	868 576
Résultat avant la dotation aux amortissements, les frais de restructuration, radiation d'actifs et autres, les charges financières, la quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et l'impôt sur le résultat	27 786	29 524	43 714	53 432
Dotation aux amortissements (note 6)	6 771	7 078	14 315	13 104
Frais de restructuration, radiation d'actifs et autres (note 7)	35 180	—	35 180	—
	41 951	7 078	49 495	13 104
Résultat opérationnel	(14 165)	22 446	(5 781)	40 328
Charges financières, montant net (note 5)	4 029	4 865	8 098	9 982
	(18 194)	17 581	(13 879)	30 346
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	949	606	1 507	1 260
Impôt sur le résultat (recouvrement) (note 9)				
Exigible	5 456	71	4 756	8 115
Différé	(13 406)	3,180	(13 977)	(2 435)
	(7 950)	3 251	(9 221)	5 680
Résultat net	(9 295)	14 936	(3 151)	25 926
Attribuable aux actionnaires ordinaires	(9 295)	14 936	(3 151)	26 017
Attribuable aux participations sans contrôle	—	—	—	(91)
	(9 295)	14 936	(3 151)	25 926
Résultat par action (note 8)				
De base	(0,43)	0,69	(0,15)	1,20
Dilué	(0,43)	0,68	(0,15)	1,20
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers) (note 8)				
De base	21 465	21 637	21 482	21 637
Dilué	21 465	22 877	21 482	22 876